



L'animatrice : Agnès Messaadi-Paris, Coordinatrice, Mob'In BFC

Le grand témoin : Juliette Grolée, Chargée de mission Mobilité, CC du Clunisois

Le preneur de notes : Guillaume Westrelin, Chargé d'études Observatoires, Alterre BFC

Les participants :

- PETR Doubs Central
- Département de l'Yonne
- MISSION LOCALE DU CHAROLAIS
- CRESS BFC
- Association
- France services - communauté de communes
Ouche et Montagne
- ADEME BFC
- Communauté de communes du Clunisois
- OXFAM
- MOB'IN BOURGOGNE FRANCHE-COMTE
- MOB'IN BOURGOGNE FRANCHE-COMTE
- MOB'IN BOURGOGNE FRANCHE-COMTE
- Atmo BFC
- Alterre BFC
- Communauté de communes du Clunisois
- Communauté de Communes Pays de
Montbozon et du Chanois
- Alterre BFC

REX DE LA CC DU CLUNISOIS

Juliette Grolée, chargée de mission mobilité

La mobilité pour tous et autrement en Clunisois

- Prise de compétence mobilité en 2021 et élaboration d'un Plan de Mobilité Simplifié (PMS) : démarche concertée avec les habitants, recherche d'une approche globale des enjeux environnementaux et sociaux.
- Un territoire rural où la voiture est très utilisée. Des services de mobilité existent mais insuffisants et peu connus: transports collectifs interurbains, covoiturage, vélo (réseau cyclable, réparation), TAD, plateforme de mobilité...
- Nécessité de sensibiliser et d'accompagner pour changer les comportements : animations avec le Bus Marguerite, accueil dans les Maisons France Service, Challenge mobilité, animations sur les marchés, Mai à vélo, Ciné-débat, témoignages...
- Soutien des associations sur le territoire : 1 Asso pour le vélo, 1 collectif d'usagers de la ligne de bus 701, Croix Rouge Solidaire et étudiants de l'ENSAM
- Le PMS s'inscrit dans le projet de territoire « Bien vivre ensemble dans le monde d'après » > 1er objectif du PMS = permettre à chacun de répondre à ses besoins de déplacement.
- Une cible privilégiée = les publics vulnérables, notamment en recherche d'emploi
> intervention auprès des employeurs pour faciliter l'utilisation de solutions existantes. (action soutenue par la DDEETS)
> développement des compétences pour utiliser le bus, le vélo, le covoiturage
- Les publics les plus précaires nécessitent d'être accompagnés en priorité pour aller vers ces solutions alternatives à la voiture. Comment s'appuyer sur les associations locales, les communes, les employeurs ? Comment développer les services et infrastructures pour réduire l'usage individuel de la voiture tout en répondant aux besoins de déplacement de chacun ?

Les objectifs du plan de mobilité simplifié du Clunisois



- Permettre à chacun de répondre à ses besoins de déplacement
- Améliorer le pouvoir d'achat des ménages en réduisant les dépenses liées à la mobilité
- Contribuer à décarboner la mobilité

PISTES

- Développement des TC (discussion avec la Région, financement par la CC) ; Rabattement vers les lignes principales
- Sécurisation des itinéraires cyclables
- Animation chez les employeurs (développement du covoiturage)

DIFFICULTES / QUESTIONNEMENTS

- Solutions de transports insuffisamment connues
- Difficile d'apporter des solutions à tous les habitants > Privilégier les publics qui ont le plus besoin d'accompagnement vers des solutions alternatives > projet d'écomobilité inclusive
- Financements pour renforcer les solutions alternatives (transports en commun, vélo)
- Lien à créer avec de nombreux acteurs : associations locales, communes, bénévoles, employeurs, maison de solidarités, Département, Région...

Territoire rural, habitat dispersé.

Le projet de territoire de la CC du Clunisois est « Bien vivre ensemble dans le monde d'après » => Agir sur le pouvoir d'achat des ménages de manière positive et décarboner la mobilité des ménages.

La CC a pris la compétence mobilité pour avoir une approche plus globale. Souhait de s'engager dans une stratégie à travers un plan :

- Etat des lieux des services de mobilité existants
- Feuille de route sur le développement d'infrastructures
- Idée d'avoir une vision partagée avec l'ensemble des acteurs du territoire.

Solutions existantes :

- 3 lignes navette
- Plateforme de location de véhicule
- Transport scolaire qui peut être utilisé par du public non-scolaire.

Contraintes :

- Etant donné la configuration du territoire pas possible de se passer de la voiture.
- Transport en voiture individuel domine.

Au vu de cet état des lieux, il faut que chacun puisse répondre à ses besoins de mobilité individuels tout en limitant l'utilisation de la voiture.

- Renforcement des transports collectifs sur les grands axes « Mobigo »
- Mailler le territoire avec des zones de mobilité (arrêt de bus, parking à proximité, point d'auto-stop...)
- Développement du système de covoiturage, de l'autopartage, du vélo (voie verte et identification d'un réseau d'itinéraire cyclable sur des routes secondaires)
- Aménagement de la voirie pour faciliter la marche
- Développer la « démobilité » : limiter les besoins en déplacement en ayant plus de services de proximité (café associatif, marché, maison France services, commerces ambulants...)
- Sensibilisation, incitation au changement de comportement : Action plus spécifique pour accompagner les employeurs. Accompagner les changements de comportement individuel également en faisant des essais de vélo électrique, un accompagnement à l'utilisation des bus Mobigo et à l'utilisation du covoiturage.

Besoin d'une activité de conseil en mobilité auprès des publics les plus précaires (> formation de conseiller en écomobilité inclusive ?)

Appel à des bénévoles pour un transport à la demande de publics fragiles : Croix Rouge + partenariat avec les étudiants de l'ENSAM

La communication est souvent insuffisante :

- Un site Web
- Un espace accueil mobilité à la Communauté de Communes avec un classeur contenant toutes les informations Mobilité (horaires de bus, plateforme de covoiturage, associations de transports solidaires...) qui peut être apporté dans certains événements comme le Forum de l'emploi...
- Une action de conseil en mobilité depuis septembre 2023
- Une piste = les mairies

Echanges

→ Est-ce que la sensibilisation des employeurs s'appuie sur le challenge régional des mobilités ?

CC du Clunisois : Le Challenge régional des mobilités est un bon levier pour mobiliser les employeurs.

Opportunité d'animations dans les entreprises. Le plus gros employeur du territoire est très engagé dans le challenge. Il y a une cérémonie locale de remise des prix, en plus de la cérémonie régionale.

→ Comment communiquer sur l'utilisation possible des transports scolaires par tous les habitants ?

CC du Clunisois : Le règlement Transports scolaires de la Région permet leur utilisation par tous les habitants, sous réserve de place et d'inscription préalable. Le tarif est de 15€ les 10 tickets. La CC fait l'intermédiaire avec la Région pour les inscriptions. L'utilisation reste encore marginale. La plateforme Mobigo peut proposer des lignes de transports scolaires dans les recherches de trajets.

→ Comment suivre l'impact des actions menées ?

CC du Clunisois : Des objectifs ont été fixés pour le territoire en termes de report modal à partir des statistiques de mobilité professionnelle de l'INSEE. Les émissions de gaz à effet de serre liées aux déplacements sur le territoire sont également suivies (cf ORECA et sa plateforme OPTTEER de mise à disposition de données). Souhait d'installer des compteurs pour compter la circulation des vélos. Il n'y a pas de données locales pour le covoiturage, ni pour le parc de véhicules à faibles émissions.

AUTRES RETOURS D'EXPERIENCES PARTAGÉS



PETR DOUBS CENTRAL

Action menée : Existence d'un service de transport à la demande (TAD), de base à vocation sociale, mais en réalité quasi-exclusivement utilisé pour les déplacements domicile-travail > développement de lignes de transport régulières pour désengorger le TAD. Cela répond aussi à une demande de plus en plus importante des entreprises.

Difficultés : Instaurer des changements pour que les actifs passent du transport à la demande (plus flexible) aux navettes régulières



CC OUCHE ET MONTAGNE – France Services

Actions menées :

- Transport à la demande et agent mobilité – Après prise de rendez-vous, transport à 1€ (Pôle Emploi, RDV médicaux...)
- Itinérance de certains services dans les communes (par exemple France Services)

Difficultés : Communication auprès des personnes isolées socialement et numériquement



LA ROUE DE SECOURS

Actions menées :

- Mise en place de points de location solidaire de 2 roues et 4 roues
- Plateforme de mobilité : conseil en mobilité, locations solidaires, garages solidaires

Difficultés :

- o Budget consacré à cette problématique par la communauté de communes
- o Retour des entreprises ?
- o Lien avec le Département ? avec la Région ?

Piste d'amélioration :

- o Partenariat Communautés de communes – entreprises – associations
- o Vélo-école
- o Transport à la demande
- o Conseil en mobilité = sensibilisation collective + accompagnement individuel au changement de pratique



AIR (Association Intercommunale de Réinsertion)

Action menée : Mise en place de transports collectifs pour salariés en insertion du Pays lédonien (140 personnes transportées à l'année vers leurs lieux de travail)

Difficultés :

- Comment gérer la concurrence aux gros taxis dans le cadre de la mise en place de TAD ?
- Pour la promotion des modes actifs, comment proposer des solutions alternatives pour des trajets particuliers ?



Commune de REUILLE-VERGY

Action menée : Projet de mise en place d'une plateforme de covoiturage

Difficultés : Adaptation des horaires aux besoins des populations (repérage, enregistrement des horaires) ex : départ à 6h20 et le suivant à 12h



ADEME

Action menée : Challenge des mobilités (une semaine en septembre) - Organisé par la Région, la DREAL et l'ADEME. Sensibilisation des collectivités et des employeurs - Incitation des salariés à tester des modes alternatifs à l'autosolisme

Difficultés : Tarification pour différents modes de transport : TER+bus+Tram

Pistes d'amélioration :

- o Faire connaître la prise en charge employeurs pour transports en commun et vélo
- o Don du titre de transport pour tester des transports en commun sur au moins une semaine



MOB'IN BFC

Actions menées :

- Elaboration avec la FDSEA 21 d'un guide mobilité/hébergement à destination des salariés agricoles saisonniers (guide papier + site Internet avec carte interactive) en 2022 > Envoi d'un questionnaire à toutes les communes de moins de 2000 habitants. Peu de réponses. Mais recensement de tout ce qui existait sur ces petits territoires et pouvait servir au déplacement des saisonniers.
- Garage solidaire itinérant dans le 89

Difficultés :

- o Mobilisation des élus sur les collectivités qui n'ont pas pris la compétence mobilité, différences selon les territoires, parfois méconnaissance de la mobilité solidaire
- o Diffusion de l'information sur la mobilité et l'existant

Piste d'amélioration :

- o Formation/sensibilisation des élus à la mobilité inclusive ainsi que les secrétaires de mairie des petites communes
- o Accompagnement des territoires, élus et structures dans des projets territoriaux de mobilité



CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'YONNE

Actions menées :

- Démarche d'élaboration du PAMS (plan d'actions en faveur de la mobilité solidaire) en co-pilotage avec la Région
- Travail de mise en cohérence des actions menées par les acteurs sur la mobilité, y compris les EPCI
- Trouver des solutions par bassin

Difficultés :

- o Difficulté de mettre tout le monde autour de la table pour échanger
- o Méconnaissance de qui fait quoi
- o Manque de financement

Pistes d'amélioration :

- o Améliorer la communication et créer un réseau interactif
 - o Bien échanger avec les associations travaillant sur le territoire
-



MISSION LOCALE DU CHAROLAIS

Actions menées :

- Développe et gère le RTS Réseau de transport solidaire
- Mise à disposition sociale d'un véhicule
- Micro-crédit social
- Action conduite supervisée
- Partage d'informations, ateliers

Difficultés :

- o Connaissance du dispositif
- o Prise en main des actions par les élus
- o Travailler en cohérence à l'échelle du territoire (5 communautés de communes)
- o Freiner l'utilisation de la voiture et/ou trouver des solutions de mobilité partagée

Pistes d'amélioration :

- o Covoiturage inter-entreprises
 - o Vélo électriques
 - o Voitures électriques dans le cadre de la mise à disposition, mais trop peu de bornes de recharge sur le territoire.
-



CRESS BFC

Action menée : Mission Mobilité dans le cadre d'un partenariat avec un employeur de l'ESS / projet de coopération territoriale sur le Pays de Montbéliard Agglomération

Objectif : trouver des solutions de mobilité pour les déplacements des salariés (y compris à l'échelle d'un collectif d'employeurs)

Difficultés :

- o Stratégie / méthodologie
 - o Financement
 - o Aller vers une concrétisation (quelles actions cela implique en termes de sensibilisation et d'accompagnement au changement)
-

Synthèse des difficultés exprimées par les participants

- Difficulté de communiquer sur les solutions de mobilité existantes au niveau local > Un guide mobilité mais il faut le refaire chaque année et souvent méconnus des élus > Centraliser les informations dans un site Internet ? Avoir un numéro unique ?
- Solutions de mobilité existantes pas adaptés à tous les publics : fracture numérique, méconnaissance ou barrière de la langue peuvent empêcher d'accéder au service.
- Manque d'équipements (ex : bornes de recharge électrique en immeubles où vivent les personnes en précarité mobilité et qui pourraient bénéficier de la location d'un scooter électrique pour l'accès à l'emploi)
- Trop de plateformes de covoiturage > Mobigo propose du covoiturage avec une application mobile > besoin d'animer davantage Mobigo car certains EPCI ont adhéré à d'autres plateformes de covoiturage
- Besoin d'optimiser la cohérence des solutions alternatives (horaires, trajets) > Améliorer la coordination et la cohérence des schémas des offres de transports
- Accompagnement individuel et collectif : besoin d'un conseiller en mobilité par territoire
- Diagnostic : importance d'une analyse fine des besoins des territoires et des publics
- Difficultés de suivi-évaluation des impacts des actions menées en raison d'un manque de données, notamment à l'échelle EPCI (covoiturage, comptage vélos, parcs véhicules à faibles émissions...) > recours à des acteurs régionaux, à des observatoires ?
- Manque de ressources pour l'animation et la sensibilisation auprès des entreprises : quels outils utiliser, quelle approche avoir, sur qui s'appuyer
- Besoin d'une mise en commun des retours d'expériences d'autres territoires (avoir un interlocuteur pour reprendre, recenser et expliquer les solutions en places)
- Difficultés à identifier Qui fait quoi ; besoin de clarifier les compétences de chacun
- Comment créer une dynamique sur la mobilité solidaire auprès des élus et impliquer des acteurs locaux (élus, entreprises, associations) ; Peu d'interlocuteurs dans les collectivités sur la mobilité solidaire
- Connaissance et reconnaissance insuffisante de la mobilité durable et solidaire
- Besoins de financements

Pistes d'actions identifiées

Mieux communiquer sur les solutions de mobilité existantes :

- Organiser des événements de sensibilisation autour de la mobilité (à l'échelle régionale, locale, micro-événement)
- S'appuyer sur des relais locaux, les mairies, les Maisons France Services, l'accueil de la collectivité, les entreprises (rejoint enjeu PDE)
- Développer des supports communicants qui mettent en avant les bénéfices (notamment économiques) des solutions alternatives à l'autosolisme
- Etablir un guide de la mobilité (horaires de bus, plateforme de covoiturage, associations de transports solidaires...) Ex : Guide de mobilité dans le Charollais
- Avoir un référent mobilité dans chaque commune

Informer et mobiliser les élus :

- Mob'In BFC propose une journée de sensibilisation des élus et techniciens de collectivités « Enjeux et leviers de l'écomobilité solidaire », adaptable au contexte local

Mobiliser les solutions existantes :

- Mailler le territoire avec des aires de mobilité (avec du covoiturage, de l'auto-stop organisé, un entreposage de vélos...)
- S'appuyer sur Mobigo pour le covoiturage (une animation va se déployer au niveau régional)

Accompagner au changement de pratiques en donnant la possibilité de tester :

- S'appuyer sur des événements « Mai à vélo » ou sur les actions RSE des entreprises « Atelier vélo pour tester le vélo en ville » pour faire expérimenter les usagers
- Capitaliser des témoignages d'usagers qui peuvent créer un déclic pour d'autres
- Former des Conseillers en Écomobilité Inclusive > Une formation existe (voir Mob'In)

S'appuyer sur les entreprises :

- Passer par les PDE, les politiques RSE > sensibiliser au covoiturage en commençant par un test un jour par semaine
- S'appuyer sur des collectifs d'entreprises (ex : secteur de l'ESS avec difficulté de recrutement ou avec horaires de travail spécifiques du médico-social, travail à l'échelle de zones d'activité), MEDEF
- Flotte de voitures partageable

Mettre en commun les connaissances et expérimentations

- Echanger sur les pratiques pour ne pas tout réinventer à chaque fois (Ex : TAD, PDE...)
- Avoir un interlocuteur qui recense les solutions et diffuse les retours d'expériences > Rôle de l'ORECA ?
- Avoir la possibilité d'expérimenter ensemble, à plusieurs territoires > Avoir le soutien d'un réseau de partenaires pour les expérimentations
- Développer une cartographie des acteurs : besoin de savoir qui fait quoi (EPCI, CD, Région, Etat, acteurs sociaux...)

Evaluer les impacts pour motiver et obtenir davantage de financements

- Un indice mobilité existe pour évaluer la progression de la personne dans ses compétences de mobilité – Indice développé par Vincent Kaufmann (Des adhérents du réseau Mob'In utilisent cet indice)
- Le programme TIMS Territoires Inclusion Mobilité Sobriété, financé par CEE, démarre au niveau national et en BFC. Il comprend la production d'outils d'évaluation des actions menées
- Besoin de croiser les enjeux environnement / précarité énergétique / mobilité solidaire pour élaborer un argumentaire et mobiliser largement > Evaluer les bénéfices : coûts évités, GES et polluants de l'air évités, mois de chômage... (il existe certaines méthodologies pour les impacts sociaux développées par Wimoov et Mob'In) > Rôle de l'ORECA ?
-

Travailler sur les questions d'aménagement du territoire

- Rapprocher les services des usagers et améliorer l'accessibilité des équipements et services (cf Concept de La ville du quart d'heure dans laquelle tous les besoins essentiels puissent être satisfaits en 15 min avec la mobilité douce) + intégrer la question des différents publics (mobilité solidaire) dans les politiques d'aménagement du territoire.
-